

Communiqué de presse

Pour des territoires vivants, Stop Béton maintenant !



Climat, biodiversité, agriculture et logement. Quatre crises distinctes, aux origines multiples mais liées par au moins une cause commune : la manière dont nos territoires sont « aménagés », soumis aux logiques de profit, avec le béton et l'asphalte aux avant-postes. Du 16 au 26 mai, le réseau Occupons le terrain (OLT) lance sa campagne pour dénoncer cette situation, et exiger un Stop Béton rapide et radical !

Le réseau Occupons le terrain est né en 2018 du regroupement de collectifs citoyens opposés à des projets inadaptés et nuisibles qui menacent les terres agricoles et les espaces verts. Nous faisons le constat que les victoires partielles et les mobilisations sans cesse recommencées, ici et ailleurs, ne suffisent pas et que des changements structurels sont nécessaires. En effet, notre combat ne se limite pas à la défense de territoires locaux, mais s'inscrit dans une lutte plus large pour un monde solidaire.

Le Plan de Secteur, une arme de destruction massive

Le Plan de Secteur, défini dans les années 1980, détermine l'affectation de toutes les parcelles de sol wallon. Dominée par la volonté d'urbaniser, cette division du territoire ignore superbement des enjeux fondamentaux actuels. Près de 1100 km² de sols vivants (forêts, champs, pâtures,...) ont ainsi été convertis en zones à bâtir.

En 40 ans, plus de la moitié de ces espaces ont déjà été construits ou artificialisés, ce qui représente la superficie de 82 000 terrains de football ! Au rythme actuel, les 1100 km² initiaux auront entièrement disparu sous le béton en 2066...

Une catastrophe écologique et sociale

L'artificialisation des terres contribue à l'effondrement de la biodiversité, au dérèglement climatique, à la destruction des terres agricoles et d'espaces verts essentiels au bien-être et à la santé de la population. L'étalement urbain est aussi socialement injuste. En effet, ce sont les collectivités qui paient, à travers nos impôts, pour le développement d'infrastructures dans les zones à bâtir au profit des promoteurs et industriels, sans régler la crise du logement pour les personnes précarisées.

Les pouvoirs publics wallons se sont engagés à agir pour freiner l'artificialisation des sols et l'étalement urbain. Mais les vagues mesures et le calendrier (« zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050) ne sont absolument pas à la hauteur de l'urgence ! Celle-ci exige non pas une transition lente et mesurée, mais une rupture franche et rapide.

Nos revendications

En amont des élections, nous souhaitons mettre en débat l'aménagement du territoire en portant nos revendications au niveau régional :

1. Réviser le plan de secteur à l'échelle wallonne d'ici 2030, afin de protéger définitivement les terrains définis comme constructibles mais présentant un intérêt environnemental et/ou agricole.
2. En attendant cette révision, accompagner et soutenir les communes demandant une modification du Plan de Secteur pour rendre ces terrains non constructibles.
3. Arrêter immédiatement tout changement d'affectation des terrains inscrits en zone agricole, forestière, naturelle et d'espaces verts visant à les rendre urbanisables.
4. Encadrer strictement les prix des terres agricoles afin de favoriser leur utilisation agricole juste et durable, répondant aux besoins alimentaires de la population, notamment en excluant les activités non nourricières qui y prennent place actuellement.
5. Encadrer strictement les loyers, et accorder des aides publiques massives pour la rénovation et l'isolation des bâtiments existants.

Occupons le terrain pour un Stop Béton maintenant !

Du 16 au 26 mai, de nombreuses actions de mobilisation et de sensibilisation seront organisées un peu partout en Wallonie pour le lancement de notre campagne. Si vous souhaitez nous soutenir et participer aux mobilisations près de chez vous, n'hésitez pas à nous contacter par mail à contact@occuponsleterrain.be

Contact presse : Jean Peltier : 0486/41 38 03 – contact@occuponsleterrain.be